

LE LUXEMBOURG 1960-2010

Le comportement des Luxembourgeois face aux nouvelles technologies de l'information et de la communication depuis le début des années 60

Auteur: Marie-Jo Airoidi
10 décembre 2012

50 ans | STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

En l'espace d'une décennie, l'utilisation des nouveaux moyens de communication est devenue un acte quasi quotidien pour la population du Luxembourg. En 12 ans, la proportion des ménages disposant d'un accès Internet est passée de 25% à 93%. L'Internet mobile connaît une percée notable : en 2010, 44% des utilisateurs accèdent Internet en utilisant un téléphone portable contre 26% en 2005.

La part des ménages munis d'un PC a augmenté de 37% en 8 ans

Relevons parmi les « anciens » moyens d'équipement le téléphone fixe. Au début des années 60, l'enquête sur le budget des ménages chiffre à 35% la part des ménages disposant d'un téléphone fixe. Cette proportion est de 87% en 1977 et vers le milieu des années 1980 pratiquement tous les ménages étaient équipés d'un téléphone fixe.

En 2011, selon une étude Eurobaromètre, 8 ménages sur 10 sont équipés aussi bien d'un téléphone fixe que d'un téléphone mobile, tandis que 12% ont opté pour un téléphone mobile uniquement. 42% passent par ailleurs des appels téléphoniques par internet en utilisant un ordinateur poste fixe ou autre moyen mobile connecté à un réseau WIFI.

Dès 2002, le Statec a commencé à collecter annuellement dans le cadre d'un règlement européen des données dans le domaine des TIC (Technologies de l'Information et des Communications) permettant de mesurer le degré d'utilisation de ces technologies par les ménages et, en particulier, l'Internet et le commerce

électronique. À partir des années 2000, les évolutions technologiques rapides souvent attribuées au domaine des TIC se traduisent par une utilisation accrue des appareils permettant de participer pleinement aux nouvelles technologies de l'information. En 2004, la quasi-totalité des ménages luxembourgeois (98%) possédait un appareil de télévision, huit ménages sur 10 étaient câblés et plus de 27% disposaient d'une TV-satellite.

Selon une étude « ILReS Informatique et Téléphonie¹ » la moitié des ménages avaient un ordinateur en 2000. En 2012, l'enquête communautaire² chiffre à 92% la part des ménages ayant à leur disposition au moins un ordinateur contre 67% en 2004.

La grande majorité des ménages au Luxembourg sont connectés au « réseau des réseaux »

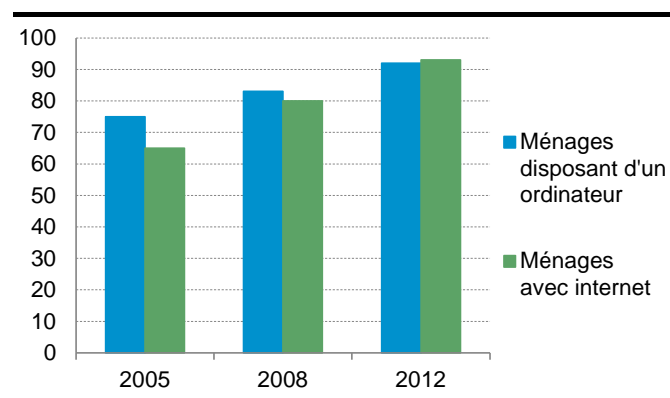
Internet a changé notre mode de vie et constitue désormais le support essentiel de toute activité économique et sociétale, lorsqu'il s'agit d'organiser ses loisirs, de communiquer ou de s'exprimer librement.

De façon générale on constate que l'accès des ménages à Internet progresse en même temps que l'équipement informatique des ménages.

Alors qu'en 2000, un quart des ménages disposait d'un accès à Internet, cette proportion dépasse la moitié en 2005 (65%). En 2012, 93% des ménages sont raccordés à Internet ce qui correspond à une augmentation moyenne de 4.6% par an depuis 2005.

¹ Cette étude était réalisée auprès d'un échantillon de 2 480 personnes représentatif de la population à partir de 15 ans. Elle montre l'évolution de l'utilisation du PC et téléphone mobile dans les ménages du Luxembourg d'octobre 1999 à juin 2000.

² L'enquête communautaire est réalisée annuellement auprès de 1 500 ménages et particuliers âgés de 16 à 74 ans résidants au Luxembourg.

Graphique 1 : La majorité des ménages utilisent un ordinateur et Internet, 2005-2012 (en %)

Source : STATEC

Ce score place le Luxembourg parmi les leaders en matière de connexion à Internet au sein de l'Union européenne, derrière les Pays-Bas (94%) et la Norvège (92%) et à pas égal avec la Suède. 83% des foyers allemands, 77% des foyers belges et 76% des foyers français étaient connectés à l'Internet (2011).

Selon l'étude « ILReS Informatique et Téléphonie » près d'un tiers des résidents utilisaient internet effectivement en 2000. La demande a été très dynamique : en 2005, déjà 72% des résidents avaient recours au « réseau des réseaux » et, en 2012, plus de 9 résidents sur 10 des personnes âgées de 16 à 74 utilisent Internet de façon plus ou moins régulière.

Les hommes devancent les femmes en matière d'utilisation d'Internet : en 2005, la proportion des hommes qui se sont connectés récemment s'élevait à 93%, celle des femmes à 85%. En 2012, ces taux sont de respectivement 96% et 89%.

L'utilisation d'Internet dans un cadre majoritairement familial laisse supposer une utilisation plus privée que professionnelle. Ceci est d'ailleurs une constante dans la plupart des pays de l'UE. En effet, en 2005, 94% des internautes au Luxembourg y accédaient à leur domicile et seulement 38% sur le lieu de travail. Début 2011, ces proportions étaient de 97% et 47%. 12% se connectaient sur leur lieu d'études.

Le mode de connexion joue sur l'intensité avec laquelle les internautes surfent en ligne

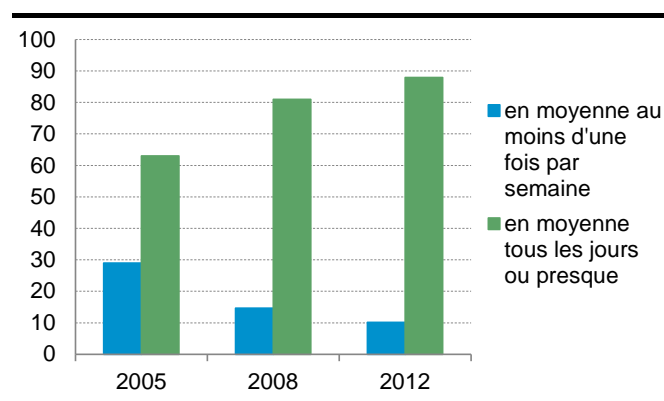
Le développement de réseaux à haut débit a été aussi révolutionnaire que le développement des réseaux électriques il y a un siècle. Le contenu d'Internet et des services attrayants ont stimulé la demande de débit et de capacité et expliquent les investissements dans des réseaux plus rapides.

Avant 2005, le Luxembourg, en matière de pénétration du haut débit, occupait une place plutôt modeste parmi les pays de l'UE15, ne laissant derrière lui que l'Irlande et la Grèce. A cette époque, au Luxembourg, 57 habitants sur 1 000 disposaient d'une connexion fixe à haute vitesse pour une moyenne européenne de 76 sur 1 000. Depuis 2005, le Luxembourg dépasse la moyenne et atteint le nombre de 332 habitants connectés sur 1 000 en 2010 (264 en moyenne dans UE25). Ce résultat place le Luxembourg au 3^e rang au niveau européen après les Pays-Bas et le Danemark.

Cette performance a été rendue possible avec la mise en œuvre du droit communautaire des télécommunications impliquant l'ouverture à concurrence dans le domaine de la large bande et ayant pour effet une « démocratisation » des prix.

Sans surprise, l'accès à large bande est devenu le type de connexion le plus répandu dans les ménages. Si, en 2005, un peu plus de la moitié des ménages disposaient d'un accès à large bande, en 2012, 73% des ménages au Luxembourg utilisent un tel accès. Parallèlement, les connexions par ligne téléphonique (Modem et ISDN) ont diminué de 32 points de 2005 à 2012 en passant de 51% à 19%.

Le mode de connexion joue également sur l'intensité avec laquelle les internautes surfent en ligne. Une connexion rapide à haut débit a rendu les internautes plus assidus, ce qui se traduit par un taux de 88% se connectant en moyenne tous les jours ou presque en 2012 contre 63% en 2005. Trois quart des ménages estiment que leur vitesse de connexion est adaptée aux besoins du ménage.

Graphique 2 : Fréquence de l'utilisation d'Internet, 2005-2012 (en %)

Source : STATEC

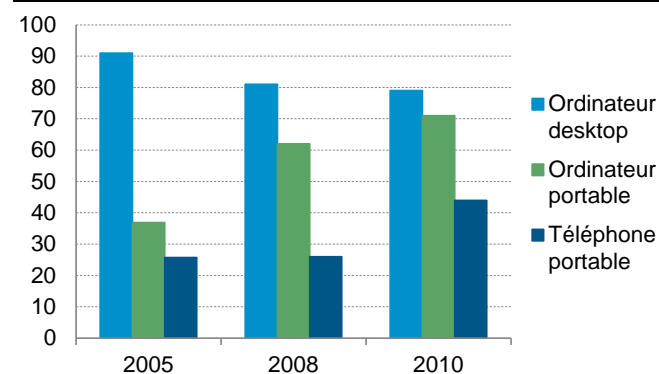
L'Internet mobile connaît une réussite spectaculaire

L'apparition sur le marché de supports mobiles de plus en plus performants - et dont les prix diminuent - a atténué l'importance des supports fixes comme moyen de connexion.

Alors qu'en 2005 l'ordinateur poste fixe était le premier moyen de connexion à Internet puisque utilisé par la presque totalité des internautes pour accéder à la toile mondiale, ce taux s'est réduit à 79% en 2012.

À l'inverse, les moyens de connexion mobiles a connu un essor très important : si, en 2005, un tiers des internautes se connectaient par un ordinateur portable et 26% en utilisant un téléphone portable, ces proportions ont presque doublé en l'espace de cinq ans. En 2010, l'ordinateur portable constituait le premier choix pour près de trois connexions sur quatre (71%) et 44% optaient pour un téléphone portable. En 2012, en dehors du domicile, 44% ont accédé Internet en utilisant un ordinateur portable et 20% par une tablette avec écran tactile.

Graphique 3 : Moyens de connexions à Internet utilisés à domicile, 2005-2010 (en %)



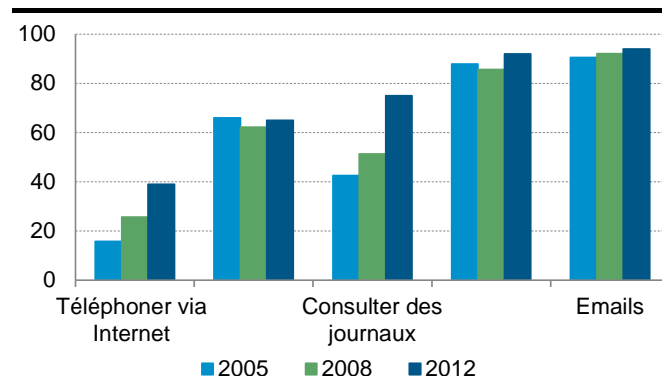
Source : STATEC

Internet : tant un moyen de recherche que de communication

Les utilisations les plus fréquentes sont la recherche d'information et la réception et l'envoi de courriel. Ces services sont utilisés par quelques 9 internautes sur 10 depuis 2005. Selon l'étude « ILReS Informatique et Téléphonie », en l'an 2000, 21% des personnes âgées de 15 ans et plus avaient une adresse email que ce soit à la maison ou au lieu de travail.

Sur l'échelle des principales activités on trouve encore les services de voyages et la consultation, respectivement le téléchargement de journaux ou magazines. Cette activité a connu la progression la plus importante parmi les principales activités sur Internet, le taux passant de 43% en 2005 à 75% en 2012. La moitié des internautes font leurs transactions bancaires en ligne en 2005 et 69% en 2012. S'y ajoutent des services plus récents tels que les réseaux sociaux auxquels participaient 55% des internautes en 2012 ou encore l'utilisation d'Internet pour téléphoner. Pour cette dernière activité, le taux est passé du simple au double en l'espace de 7 ans, de 16% en 2005 à 39% en 2012.

Graphique 4 : Principales activités sur Internet, 2005-2012 (en %)



Source : STATEC

L'administration en ligne se développe

L'administration en ligne constitue sans doute un moyen d'améliorer le service fourni aux particuliers, de favoriser la participation des citoyens et de rendre l'administration ouverte et transparente.

Les internautes étaient 55% en 2005 à consulter les sites du gouvernement pour obtenir des informations. Ils sont 61% en 2012. Entre 2005 et 2012, la part des utilisateurs qui ont renvoyé des questionnaires en ligne et restée constante autour de 27%.

Une large majorité des internautes conscients des problèmes de sécurité

Qui dit connexion Internet dit aussi soucis en matière de sécurité des réseaux. En 2005, 70% des utilisateurs se plaignaient d'avoir reçu de fausses nouvelles ou des « spams » et la moitié déclarait avoir été victime d'attaques de virus impliquant une perte d'informations ou de temps. En conséquence, une vaste majorité des

utilisateurs (93%) avaient installé des programmes de protection contre les virus dès 2005 et 67% avaient installé ou actualisé leur pare-feu ou encore actualisé leur système d'exploitation. En cette même année, 3 internautes sur 5 employaient des sites demandant une authentification sous forme de mot de passe, pin ou signature électronique en guise de précaution de sécurité. En 2007, 40% des particuliers de 16 à 74 ans se montraient intéressés par un service de carte d'identité numérique et de signature électronique et 13% des internautes déclaraient déjà avoir entendu parler de LuxTrust SA³.

En 2011, un peu plus de la moitié (55%) des internautes connaissent les produits de LuxTrust SA., 63% des hommes et 46% des femmes. Leur notoriété culmine à 63% des internautes dans la classe d'âge des 25-54 ans.

33% d'entre eux disposent d'un produit de cette société (contre 9% en 2009).

Le commerce électronique devient un acte quasiment banal

Après une évolution hésitante jusqu'en 2005, le développement du commerce électronique au Luxembourg connaît une croissance remarquable. En 2005, 55% des internautes de 16 à 74 ans indiquaient avoir acquis des biens ou services en ligne au cours de l'année précédente ; ils sont 72% à le faire en 2012. Les groupes les plus actifs dans le domaine du commerce électronique sont les diplômés du supérieur, les individus âgés de 25 à 44 ans et les hommes plutôt que les femmes.

Sur l'échelle des achats les plus populaires, on trouve en tête les achats de livres, de magazines et de matériel éducatif qui représentent 62% des achats en 2005 et 63% en 2012. L'Internet s'avère aussi particulièrement adapté à la vente de services permettant une réservation chez soi de services de voyages, d'hôtellerie ou de billets d'entrée pour spectacles.

Parmi les achats fréquents figurent ainsi sans surprise la réservation de logements de vacances et autres réservations de voyages, de même que l'achat de tickets d'entrée pour des spectacles ou autres événements.

Tableau 1 : Les principaux achats en ligne, 2005-2012 (en %)

	2005	2008	2012
Livres / Magazines / Matériel éducatif	62	58	63
Voyage / Vacances	43	55	71
Billets de spectacles et événements	32	44	56
Films / Musique	40	36	46
Vêtements, articles de sport	27	30	43
Logiciel informatique et mises à jour	22	24	33

Source : STATEC ; « Enquête sur l'utilisation des TIC dans les ménages et par les particuliers »

Qui sont les réfractaires au web ?

En 2012, seulement 6% des particuliers au Luxembourg n'ont jamais utilisé Internet. En 2005, 29% des particuliers étaient encore dans ce cas. La fracture entre les internautes et ceux n'ayant jamais utilisé Internet résulte de plusieurs facteurs dont le niveau d'instruction et l'âge ; les principaux obstacles à l'utilisation d'Internet ne sont donc pas nécessairement liés à l'infrastructure et à l'accès.

En effet, en 2012, parmi les résidents qui surfent régulièrement, c'est-à-dire chaque jour ou presque sur Internet, on compte 96% ayant un niveau d'éducation élevé, 87% un niveau d'éducation moyen et 71% un niveau d'éducation faible. Cette répartition est constante depuis 2005, où les taux respectifs étaient alors de 76%, 60% et 54%.

L'utilisation d'Internet diminuant avec l'âge des individus peut laisser supposer que les couches âgées de la population ne sont pas suffisamment familiarisées avec l'usage des nouveaux outils de communication. En 2012 18% des particuliers dans la catégorie d'âge de 55 à 74 ans n'ont jamais accédé Internet.

En 2012, parmi les non-utilisateurs, on compte 25% qui disent manquer de compétences dans l'utilisation d'Internet et 53% estiment qu'Internet n'est pas utile pour eux. Ce dernier taux s'est toutefois réduit de 11 points de pourcentage depuis 2006. Des soucis au niveau de la sécurité et du respect de la vie privée sont invoqués par 13% des non-utilisateurs en 2012. Ils n'étaient que 4% à évoquer ces soucis il y a 4 ans.

**Institut national de la statistique
et des études économiques**

Tél.: 247-84219
info@statec.etat.lu

www.statistiques.lu

³ LuxTrust SA est une autorité de certification constituée le 18 novembre 2005 entre le gouvernement luxembourgeois et d'importants acteurs du secteur privé luxembourgeois, notamment du secteur financier.